

ADOPTION DES STATUTS PARTICULIERS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Une nouvelle dynamique pour le secteur, selon le ministre

M. Rachid Harraoubia, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, est revenu hier sur l'adoption par le Conseil de gouvernement du statut particulier de l'enseignant-chercheur universitaire, du chercheur permanent et de l'enseignant-chercheur hospitalo-universitaire.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon le ministre, qui intervenait à l'ouverture des rencontres régionales sur la recherche scientifique à l'université de Bouzaréah, «les nouveaux textes et un statut dynamique tracent l'itinéraire du corps enseignant». Des nouveautés dans le statut permettront aussi, selon le premier responsable du secteur, de créer une dynamique au niveau de la pédagogie et de la recherche scientifique qui doivent être prioritaires, selon M. Harraoubia. «La prise en charge des préoccupations de l'encadrement pédagogique et scientifique des institutions universitaires nationales constitue la garantie fondamentale d'amélioration du niveau de l'enseignement et l'assurance de la qualité de la formation», a encore précisé le ministre.

Les détails du statut concernent notamment «l'adoption d'une grille adaptée à l'évolution de ces personnels dans les corps et grades de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique conformes aux standards internationaux en la matière et la classification

de ces corps d'enseignants et chercheurs dans les subdivisions hors catégories dans la grille nationale des salaires», selon le ministre de tutelle.

Il s'agit aussi, d'après les nouveaux textes de l'introduction de dispositions particulières favorisant la réinsertion des compétences nationales établies à l'étranger, ainsi que la validation de l'ancienneté acquise dans la formation supérieure et la recherche pour la progression et l'évolution dans la carrière professionnelle au sein des universités algériennes.

Par ailleurs, la conférence régionale d'hier entre dans le cadre de la mise en œuvre de la loi d'orientation sur la recherche scientifique et de développement technologique et au titre de

l'application du programme quinquennal 2008-2012 relatif à la recherche scientifique.

Il s'agit de trois rencontres régionales qui donneront lieu à des recommandations en prévision de la tenue des assises nationales de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Par ailleurs, selon le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, cent actions sont à mener durant le quinquennal et concernent notamment l'organisation des mesures institutionnelles, la programmation, l'évaluation, le développement de la ressource humaine ainsi que les établissements d'enseignement supérieur et le développement technologique et l'ingénierie.

F-Z. B.

EN PLEIN DÉBAT SUR L'AVENIR DE L'UNIVERSITÉ

L'USTHB fête ses 34 ans

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) fête ses 34 ans d'existence.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Pour l'occasion, tout un programme a été tracé à l'image de la conférence-débat animée hier par Brahim Brahimi autour du thème «les médias et l'information universitaire».

Le conférencier a d'emblée déploré l'inexistence de communication dans les enceintes universitaires, considérant que l'absence du guide de l'étudiant et le manque d'information sur le système

licence-master-doctorat (LMD) en sont la plus parfaite illustration. Face aux étudiants, l'orateur a expliqué que rien n'expliquait l'inexistence d'un guide qui, comme dans toutes les universités du monde, permet aux étudiants de connaître le fonctionnement de leur université, la composante des conseils scientifiques et les modules qui seront enseignés tout au long de l'année.

Brahim Brahimi, qui dresse un tableau noir de l'état de l'université algérienne, croit savoir qu'à l'origine de cette rétention de l'information, la crainte de la transpa-

rence car, dit-il, les conseils scientifiques par exemple sont constitués en majorité par des administratifs au détriment des professeurs. Cette prédominance de l'administratif sur le scientifique, beaucoup préféreraient qu'elle ne soit pas portée à la connaissance de tous car la transparence ne sied visiblement pas à tous.

En dépit de ce constat, M. Brahimi reste confiant quant à l'avenir de l'université qui n'aura, à son avis, pas d'autre choix que de se conformer aux standards internationaux.

N. I.

CHERCHEURS PERMANENTS

Le syndicat tire la sonnette d'alarme

Dans un communiqué transmis à notre rédaction, le bureau exécutif du Syndicat national des chercheurs permanents (SNCP) exprime son inquiétude quant au marasme régnant dans les établissements de recherche.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Le syndicat déplore le fait que le ministre de tutelle n'ait jamais tenu de réunions de travail avec le partenaire social.

Le SNCP, qui souligne être à l'origine de l'élaboration du statut particulier

des chercheurs, dira que les établissements de recherche scientifique vivent un assèchement des moyens financiers et un isolement imposé aux entités de recherche ainsi que leur exclusion des espaces d'intermédiation.

Le SNCP déplore aussi l'exclusion des chercheurs du programme de logements et des dispositifs de formation ainsi que leur empêchement de bénéficier de la nouvelle grille de salaires pour le mois d'avril 2008, et ce, malgré les instructions du chef du gouvernement. Par ailleurs, le bureau exécutif national de SNCP tient à tirer la

sonnette d'alarme sur les conséquences graves qui découlent de cette marginalisation.

Le SNCP soutient que dans le cas où les relations avec l'administration chargée de la recherche scientifique ne sont pas assainies, le syndicat se réserve le droit d'utiliser les moyens légaux prévus par la loi.

N. M.

PROCÈS DES ÉMEUTIERS DE GDYEL

Des peines de 6 et 3 mois de prison ferme prononcées

Le verdict du procès de 29 émeutiers de Gdyl est finalement tombé en fin d'après-midi dans une ambiance extrêmement tendue à l'annonce des peines infligées. En effet, alors que le procureur général avait requis 18 mois de prison ferme et 5 000 DA d'amende, ce sont des peines de 6 mois de prison ferme et de plus de 5 000 DA d'amende qui ont été prononcées à l'encontre de 4 prévenus, 3 mois de prison ferme toujours contre 5 prévenus tandis que 6 ont été condamnés à 6 mois de prison avec sursis et la relaxe pour 11 autres.

Pour beaucoup de familles et proches des prévenus qui ont passé toute la journée à l'extérieur de l'enceinte du tribunal, l'annonce du verdict a été très mal accueillie par nombre d'entre eux. Cris de colère et larmes de désespoir se sont mêlés pendant de longs instants. Il faut dire que l'imposant dispositif sécuritaire tout autour du tribunal avait de quoi impressionner.

En effet, depuis le matin, les journalistes qui s'étaient rendus en grand nombre pour couvrir le procès des émeutiers de Gdyl, à l'est d'Oran, ont découvert un climat lourd avec une ville quasiment quadrillée par les forces de police et les brigades anti-émeutes.

Depuis le déclenchement des émeutes dans cette localité ayant conduit à l'arrestation de 49 personnes dont 13 mineurs, les autorités locales redoutaient l'ouverture du procès avec ce risque de dérapage.

Dès lors, au tribunal correctionnel de Gdyl, remis en l'état après avoir subi de nombreux dégâts lors des émeutes, le procès s'est ouvert en milieu de matinée pour 29 des émeutiers sur les 49 arrêtés. L'instruction ayant retenu contre ces derniers, qui étaient incarcérés depuis 7 jours au centre de rééducation de Gdyl, les chefs d'inculpation d'attroupement non armés. A noter que les 13 mineurs seront jugés, quant à eux, ultérieurement par un juge des mineurs et que les 7 prévenus restant qui sont poursuivis pour attroupement illégal, incendie volontaire seront également jugés ultérieurement par un tribunal criminel, cette fois-ci.

C'est dans une salle d'audience exiguë et où n'avaient été autorisés que les avocats de la défense et les journalistes que les débats se sont déroulés. Présentés au juge, les prévenus ont tour à tour été interrogés par le juge ou par le procureur. Les questions tournaient toutes autour de leur participation ou non aux émeutes des 15 et 16 avril. En essayant de retracer l'emploi du temps de chacun d'entre eux, pour évaluer leur degré de responsabilité dans la participation aux manifestations, les prévenus répondront tous par la négative. En effet, ces derniers, sans exception, affirmeront ne rien à avoir avec les émeutes ou les dégâts matériels occasionnés durant les deux jours qui ont bouleversé le morne quotidien de Gdyl. Certains d'entre eux affirment encore avoir été arrêtés par la police au hasard alors qu'ils se trouvaient à proximité du lieu des affrontements ayant opposé policiers et manifestants.

Même ligne de conduite pour la dizaine d'avocats de la défense qui, dans leurs plaidoiries, axeront leurs arguments sur l'absence de preuves contre leurs mandants. Absence de photos ou de film prouvant leur présence sur les lieux et leur participation directe aux manifestations. Tous d'ailleurs demanderont la relaxe pure et simple pour leurs clients.

En fin de journée, les forces de police étaient toujours sur le qui-vive.

F. M.

Naissance

Les familles Amrane et Aoun ont la joie et le plaisir d'annoncer la naissance d'un joli poupon prénommé

Mohamed Wassim

venu au monde le 17 avril 2008 et félicite l'heureux papa Yazid et souhaite un prompt rétablissement à lbtissem-Ryma, la jolie maman.